Pour une analyse communicationnelle des altérités territoriales

Isabelle Garcin-Marrou
Sciences Po Lyon, ELICO (EA 4147)

La figure narrative [1] des jeunes habitants de territoires périphériques convoque celle d'acteurs d'espaces urbains fortement délégitimés dans les représentations médiatiques et, plus largement, dans les représentations sociales et politiques. Cette illégitimité des acteurs renvoie, par un effet formulaire déjà ancien, à la représentation toujours problématique des lieux – de résidence ou d'action – auxquels ils sont assignés.

La question de la critique politique ou idéologique des discours médiatiques se pose donc, car c'est à partir de l'analyse de la production médiatique que peut s'envisager, aussi, une forme de déconstruction critique des assignations-stigmatisations urbaines. Cette déconstruction vise aussi à repérer les mécanismes de savoir / pouvoir que Michel Foucault identifie dans la montée de la société disciplinaire panoptique où il s'agit « *en somme* » de « *substituer à un pouvoir qui se manifeste par l'éclat de ceux qui l'exercent, un pouvoir qui objective insidieusement ceux à qui il s'applique ; former un savoir à propos de ceux-ci, plutôt que de déployer les signes fastueux de la souveraineté* » (Foucault, 1975 : 256).

La présente contribution se propose de d'opérer un retour réflexif sur des recherches menées, depuis plusieurs années, sur les discours médiatiques saisissant les violences urbaines liées aux actes de « jeunes » dits « de banlieue ». L'intérêt de ce retour saisissant une temporalité longue de la recherche peut en effet consister en la possibilité d'identifier des récurrences, des régularités de qualification, de définition ou, *in fine*, d'assignation des acteurs-habitants d'espaces urbains spécifiques à une altérité rarement démentie par les discours médiatiques.

1. Les termes « figure narrative » renvoient à une analyse actancielle, telle que Algirdas J. Greimas l'a proposée, en 1983, dans *Du Sens II*. Pour résumer brièvement cette perspective, précisons que l'analyse actancielle permet de comprendre quelles sont les figures construites par le narrateur pour structurer son récit, comment elles sont mises en coopération ou en compétition, de quelles compétences elles disposent et comment, surtout, le narrateur dispose l'ensemble de ces éléments selon des axiologies qui permettent l'instauration d'une « sanction narrative », jaugeant de la réussite ou de l'échec des figures dans le récit.

1 Territoires, savoirs et pouvoirs

La polysémie de désignation ou de qualification de ces espaces urbains par les policiers, magistrats, élus et journalistes manifeste l'oscillation constante dans l'identification des voix autorisées à définir ces espaces : « banlieues », « quartiers périphériques », « quartiers sensibles », « zones de relégation », « zones de non-droit » ; les formulations du territoire sont lourdes d'enjeux de pouvoir et de savoir. Les discours médiatiques donnent à voir ces oscillations, ces tentatives de rester en retrait des assignations ou ces affirmations, souvent sans fard, de l'altérité de certains espaces urbains et, parfois aussi, de leurs habitants.

Un des exemples contemporains de ces processus d'assignation stigmatisante peut se trouver dans les déclarations de Patrice Kanner, ministre socialiste de la Ville de la Jeunesse et des Sports, qui déclare le 27 mars 2016, lors d'un entretien à Europe 1 : « *il y a aujourd'hui en France, on le sait, une centaine de quartiers en France, qui présenteraient des similitudes potentielles avec ce qu'il s'est passé à Molenbeek* »[2]. Le ministre ajoute que son gouvernement a pris « *le taureau par les cornes* »[3]. Une semaine après l'arrestation d'un des responsables des attentats parisiens du 13 Novembre 2015 dans une commune de l'agglomération bruxelloise, le ministre indique selon le média qui l'interroge, que la situation « *est alarmante* ». Les propos entraînent alors une polémique publique notable ; des médias et des responsables politiques plutôt classés à gauche – comme Julien Dray – récusant la teneur des propos, tandis que des députés et des médias plutôt classés à droite appuient la déclaration du ministre.

Notre visée n'est pas ici de décerner les bons ou mauvais points, de qualifier ou disqualifier, à notre tour, les propos tenus par les responsables politiques ; elle est, plutôt, de constater l'effet de savoir-pouvoir du discours, ici gouvernemental, repris par les médias. Le ministre est en position de « faire » et il ancre sa déclaration dans un savoir – « on sait que… » – *a priori* partagé et, surtout, affirmé comme tel. La reprise de ses propos par de très nombreux commentateurs, politiques ou médiatiques, contribue par ailleurs à mettre en circulation une qualification qui, si elle est réductrice, ne se fonde pas moins sur une désignation-assignation de « quartiers » d'autant plus efficace qu'elle condense des années de difficultés et de discours stigmatisant les banlieues. L'effet de pouvoir-savoir est par ailleurs difficile à remettre en cause car il fonctionne par une anaphore sociale : les émeutes de 2005 constituent, en effet, une borne temporelle suffisamment récente pour que les espaces urbains mis en jeu dans les propos soient immédiatement identifiés par les publics.

Dans la même veine d'effet de savoir-pouvoir, il est également possible de rappeler un autre exemple emblématique, lié à l'article publié par le quotidien national *Le Monde*, le 9 décembre 2014. Cet article, consacré à la ville de Saint-Etienne et titré « À Saint-Etienne, le centre-ville miné par la pauvreté », qualifie la cité ligérienne comme étant la « capitale des taudis ». L'article, écrit par la journaliste Sylvia Zappi

2. Notons, dans ce propos du ministre, l'emploi du pronom personnel indéfini « on », ne renvoyant à aucun être ou aucune instance définie, précisément, mais pourtant détenteur et producteur d'un savoir. Ce pronom suppose ainsi des instances de contrôle, indistinctes ou invisibles, qui « savent » ; le résultat de ce savoir étant rendu irréfutable par le flou sur l'instance de sa production.

3. Source : http ://www.europe1.fr/politique/patrick-kanner-une-centaine-de-quartiers-en-france-presentent-des-similitudes-avec-molenbeek-2704048.

après un reportage de deux jours dans la capitale ligérienne [4], provoque l'émoi de nombreux habitants, bien au-delà des responsables municipaux. Des chercheurs.es, dont certain.es ont été interviewé.es par la journaliste, s'étonnent du caractère partial du propos médiatique et en appellent à un droit de réponse, publié en ligne le 19 décembre 2014 [5]. À l'initiative de la mairie, par ailleurs, le mot-dièse *#stephanoisfiers* émerge immédiatement sur Twitter, permettant à de nombreux habitants de partager leurs photos de la ville et de ses beautés, *a priori* restées cachées à la journaliste.

L'enjeu d'une analyse communicationnelle des représentations médiatiques du territoire, notamment urbain, peut donc se comprendre comme relevant de la mise au jour des ressorts de la définition dudit territoire. Qui est autorisé ou légitime à le dire ? Est-il défini de façon relationnelle ou substantialiste – est-il compris comme étant le produit d'un ensemble relevant de dynamiques socio-politiques ou est-il assigné à des caractéristiques propres, liées notamment à l'altérité des habitants ? Ou formulé encore différemment, et dans une approche tracée par Michel de Certeau, le territoire urbain est-il représenté comme prescrit par l'autorité – *lieu* de la stratégie du pouvoir –, ou comme pratiqué par ses habitants, *espace* partitionné des tactiques quotidiennes (De Certeau, 1990 : 57-63) ? Ces oppositions, probablement trop binaires, permettent cependant de comprendre le *continuum* axiologique dans lequel peuvent se situer les différents discours publics saisissant le territoire comme objet. L'analyse communicationnelle saisissant les territoires peut ainsi avoir comme objectif politique d'identifier les contours essentialisés qui enferment les habitants dans un territoire altérisé et qui les excluent, du moins symboliquement, des dynamiques socio-politiques centrales.

2 Les savoirs profanes

Cet objectif apparaît d'autant plus utile à tenir que les savoirs profanes sont eux bien moins mobilisés dans les représentations des territoires. Rares sont les voix autorisées, dans les discours publics, issues des habitants, des associations, voire des jeunes acteurs des « violences urbaines ». Les savoirs profanes sont là quasi invisibles, ou alors ils sont folklorisés (notamment dans les dispositifs iconiques qui montrent la pauvreté, le délabrement ou l'altérité menaçante des jeunes habitants résidants) ; les identités sont marginalisées et les invisibles politiques et sociaux sont sommés de s'inscrire dans la défense d'une norme territoriale assignée.

Les savoirs ordinaires sont le plus souvent non-inscrits, informels, ou invisibles. En octobre 2003, l'agression contre le centre social des Buers de Villeurbanne, commise par des jeunes gens (dont certains sont majeurs), donne lieu à une importante production médiatique, qui rappelle de façon partagée les difficultés sociales, politiques et économiques du territoire de la périphérie de Lyon. Certains médias, dont les principaux quotidiens nationaux, insistent alors sur le « quartier » dans lequel est survenu

4. Selon les dires propres de la journaliste, citée par France Bleu (https ://www.francebleu.fr/infos/societe/saint-etienne-l-article-du-monde-sur-la-capitale-des-taudis-fait-polemique-1418135929).

5. Georges Gay, Aisling Healy, Christelle Morel Journel et Valérie Sala Pala (Université Jean-Monnet de Saint-Étienne), « À Saint-Étienne, pauvreté n'est pas fatalité », *Le Monde*, 19 décembre 2014 : http : //lemonde.fr/idees/article/2014/12/19/a-saint-etienne-pauvrete-n-est-pas-une-fatalite_4543998_3232.html ?xtmc=saint_etienne_pauvrete&xtcr=1.

la violence. *Le Monde* indique, dans une brève aussi concise qu'assertive, que les faits se sont produits dans un « *quartier populaire* »[6], tandis qu'*Aujourd'hui en France* relate les faits dans une rubrique « *Banlieues* »[7]. Dans ces deux occurrences, ce qui se dit du territoire se dit depuis le centre, bourgeois et lieu de l'autorité. Le quartier de Villeurbanne, aussi décrit par la formule englobante « *quartier périphérique de Lyon* » dans la brève du *Monde*, redevient le lieu du ban, dont les habitants ne peuvent contester l'altérité tant les faits commis par les jeunes gens transgressent la norme. Dans l'ensemble de discours produits sur cet événement, très peu de paroles profanes émergent pour proposer une définition qui relèverait des savoirs ordinaires ou de l'expérience des habitants.

Seuls deux journaux, *Libération* et le quotidien régional *Le Progrès*, donnent voix à ces savoirs profanes[8]. *Libération* fait témoigner le directeur du centre social tandis que *Le Progrès* interroge longuement, deux jours de suite, les habitants des Buers. Ce qui émerge de ces savoirs presque invisibles dans l'ensemble des discours circulant à ce moment-là manifeste un autre façon de définir les faits et, conséquemment, le territoire où ceux-ci sont survenus. Le directeur du centre social témoigne ainsi de la relative solitude des acteurs du travail social (animateurs, responsables de structures) dans le travail de médiation, voire de l'hostilité de certains habitants à l'égard de sa structure, hostilité confirmée par plusieurs habitants que *Le Progrès* interroge. Ce qui apparaît dans l'expression de ces voix ordinaires citées par le quotidien régional, c'est aussi une appréciation minimisant les faits survenus. *Libération* indique ainsi que, « *aux Buers, la plupart des habitants minimisent l'incident* », tandis que *Le Figaro* précise que « *des réactions minimisant les faits ont commencé à remonter de tout le quartier* »[9].

De même qu'il n'est pas du ressort de la recherche d'adopter une position normative sur les savoirs-pouvoirs politiques relatifs aux territoires urbains, de même le présent propos ne vise pas non plus à qualifier ou disqualifier l'appréciation de la situation exprimée par les habitants après une violence survenue dans leur territoire de résidence. En revanche, ce qui nous semble devoir être analysé et identifié, c'est le caractère peu audible de ces voix ordinaires qui expriment, à la fois, un savoir discordant – les tentions préexistaient aux violences et l'agression du centre social doit être contextualisée et replacée dans l'expérience quotidienne des habitants et de leurs relations au travail social – et le refus d'une qualification de la situation imposée, notamment, par les discours politiques et médiatiques – l'événement survenu n'est pas de l'ordre de la « terreur » décrite par les médias. Or, l'expression de ce savoir discordant sur les faits, sur leur quartier et sur leur relation au territoire n'est que peu reprise par les médias, sauf par *Le Progrès*, quotidien local, qui donne plus longuement la parole aux habitants.

6. « Six jeunes arrêtés après le saccage d'un centre social », *Le Monde*, 31 octobre 2003.

7. « Terreur dans un centre aéré de Villeurbanne », *Aujourd'hui en France*, 30 octobre 2003, Une et p. 15.

8. « Coup de sang contre le centre social », *Libération*, 30 octobre 2003, p. 16 ; « Équipée sauvage dans un centre social de Villeurbanne », *Le Progrès*, 29 octobre 2003, Une et p.7, et « Centre social vandalisé : cinq interpellations à Villeurbanne », *Le Progrès*, 30 octobre 2003, Une et p. 6.

9. « Le centre social saccagé pour un refus d'accès à la salle vidéo », *Le Figaro*, 31 octobre 2003, p. 10.

L'analyse des violences dites « urbaines » fait ainsi apparaître, de façon récurrente, la faible légitimité des voix ordinaires, très souvent dominées dans la définition des faits et, donc, du territoire où ceux-ci surviennent. Face à des événements qui transgressent l'ordre et remettent en cause l'autorité, le pouvoir – décliné depuis son lieu central jusqu'à ses instances locales – apparaît comme le lieu d'expression d'une définition partagée de ce qui est illégitime. Cette définition est reprise, quoique de façon nuancée, par les différents médias dans leur mise en récit des événements. Face à la mise en cause de ce qui apparaît, fondamentalement, comme des violences illégitimes, les savoirs profanes sont frappés d'impuissance. Leurs définitions des situations, et donc des territoires où celles-ci se nouent, ne parviennent pas à prendre le pouvoir sur ce qui émane du lieu central et légitime [10]. L'ancrage des savoirs profanes dans une territorialité urbaine fait de ceux-ci du savoir – presque – non-inscrit et invisible ; les cultures profanes de l'espace ou du territoire peinent à trouver leur place et leur sens dans les discours médiatiques ; le territoire des banlieues « difficiles » se trouve ramené à une altérité difficile à réduire.

Il est par ailleurs intéressant de noter que les territoires des périphéries urbaines font rarement l'objet de monstrations médiatiques en « *régime de routine* », mais, lorsque surviennent les violences, ils sont montrés, selon le « *régime d'exception* » (Peralva & Macé, 2002 : 39), en flamme ou plongés dans des affrontements. Le territoire urbain périphérique fait ainsi l'objet d'une mise en images qui l'assigne, de façon récurrente, au désordre, aux violences et à la désolation des dégâts causés par les violences. En novembre 2005, lors des révoltes dans plusieurs communes de la périphérie parisienne, des photos publiées par plusieurs quotidiens nationaux montraient des mères de famille déambulant avec des poussettes d'enfants au milieu de voitures calcinées ; les télévisions avaient par ailleurs filmé les premiers jours des violences depuis le point de vue des forces de l'ordre, face aux jeunes « émeutiers » – les télévisions nord-américaines allant jusqu'à parler de guerre civile (Garcin-Marrou, 2010 : 121-140). Le point commun de ces images d'événements différents mais récurrents tient à nouveau en une position englobante de celui qui montre – le média [11]. Le savoir déployé, qui s'exprime dans la mise en images, est un savoir d'autorité, qui désigne, disqualifie et assigne à une altérité que la centralité urbaine – *i.e.* également, le « *lector in fabula* » (Eco, 1985) des médias – ne peut tolérer car elle l'inquiète et semble le menacer.

Face à l'ensemble de ces représentations médiatiques, les chercheurs.es hésitent, usent de périphrases, pour ne pas substantialiser les désignations et pour ne pas reprendre, à leur tour et à leur compte, les définitions émanant d'un savoir central et performatif. Cette prudence épistémologique, nécessaire, se heurte aux définitions beaucoup plus fermes, et plus fortement substantialistes, des discours médiatiques qui font parler les responsables politiques, notamment ceux et celles en charge de ces espaces urbains et de leurs habitants. Or, les savoirs profanes disent quelque chose des territoires qu'ils habitent, qu'ils analysent, qu'ils désignent ; il paraît nécessaire de comprendre comment ces savoirs apparaissent dans les représentations collectives et, peut-être aussi

10. Le terme « définition » est ici employé à dessein, car il permet de rendre compte du caractère définitif, précisément, et donc incontestable des représentations mises en circulation dans l'espace social. Au-delà de l'évaluation des situations ou des qualifications propres aux responsables, notamment politiques, les définitions opérées par les pouvoirs institutionnels verrouillent la construction sociale du sens.

11. Nous renvoyons ici à la contribution d'Agniezska Tona et Sarah Cordonnier.

surtout, pourquoi ils y apparaissent si peu. L'analyse communicationnelle doit donc identifier les savoirs profanes aussi et mettre en évidence leurs modes d'articulation ou de soumission aux savoirs autorisés qu'ils soient politiques, sociaux ou médiatiques.

3 Le territoire urbain, la recherche et les observables

Comment, dès lors, la recherche peut-elle se donner les moyens de formaliser son horizon de travail et comprendre l'articulation des savoirs qui font le territoire, notamment urbain ? Là réside une difficulté majeure de l'analyse communicationnelle, car travailler sur les représentations de ces territoires, c'est devoir les saisir – et donc les désigner. Or, nous l'avons vu, les désignations sont prises dans des rapports de pouvoir, prises dans des rapports de force et inscrites dans des normes symboliques, politiques. Travailler sur les territoires urbains exige donc de repérer, sans *a priori* définitionnel, comment les pratiques discursives et iconiques instituent ces territoires, comment les pratiques médiatiques instituent aussi des acteurs et des espaces, et comment des rapports de domination traversent ces pratiques et les informent.

Le travail des violences urbaines, sur le temps long, est un travail sur ce lieu de la violence qu'est l'urbain. Or, près de quinze ans de recherches, sur les observables que constituent les représentations médiatiques de ces faits, font apparaître des régularités extrêmement stables, qui assignent les jeunes habitants des « quartiers urbains difficiles » à une altérité socio-spatiale dont leur territoire d'habitation « bénéficie » en même temps (Garcin-Marrou, 2004). Le travail universitaire permet ici de mettre en évidence des savoirs légitimes, centraux, qui préemptent la définition des territoires urbains, se réactivent à chaque événement médiatisé et tracent de façon récurrente des axiologies dont la spatialité – centre *versus* périphérie – recouvre le degré de légitimité. Sous ce point de vue, il est utile de rappeler l'écart entre les deux articles de quatre pages consacrés par *Le Progrès* à l'agression du centre social aux Buers, et la brève dépêche du *Monde* qui mentionne simplement un « *quartier périphérique de Lyon* ».

Dans une enquête sémiopolitique, les régularités peuvent être recherchés dans les observables et les représentations médiatiques peuvent être saisies à partir des éléments de discours que sont les répertoires d'acteurs, les sources citées, les axiologies narratives ou, aussi, les qualifications spatio-temporelles. Pour comprendre, par exemple, dans une perspective narrative, quelles sont les figures mises en jeu dans les récits médiatiques, il est utile d'identifier, récit après récit, les qualifications des jeunes habitants et des figures qui s'y opposent, d'identifier l'affrontement narratif renouvelé – et souvent partagé – entre des jeunes habitants, fauteurs de troubles fortement assimilés à leur « quartier », et des services sociaux ou sécuritaires qui cherchent, violence après violence, à « reprendre possession du territoire » ou à faire disparaître les « zones de non-droit ».

Le temps long du travail universitaire est donc à la fois nécessaire et fécond, car il permet une généalogie et le repérage des régularités, des invariants – ou parfois des évolutions – dans les définitions des territoires. Il permet ainsi de comprendre comment les territoires assignés à une forte altérité dans les représentations peinent à s'extraire de cette altérité. Dès lors, l'*empowerment* attendu des habitants par les res-

ponsables politiques n'a que peu de place dans les représentations sociales, ou alors sous forme de récits exemplaires qui, l'espace d'un article hors norme consacré au travail des associatifs et aux parcours individuels, réduisent l'altérité des habitants et leur permette de réintégrer, symboliquement, les dynamiques socio-politiques partagées.

Le temps long des comparaisons entre des événements distants dans l'histoire des sociétés permet d'opérer le déplacement qui remplace le pas de côté rendu difficile à pratiquer lorsqu'on travaille sur les territoires urbains altérisés. En effet, sortir d'une approche compréhensive des savoirs profanes, c'est risquer immédiatement de reprendre le point de vue d'un savoir autorisé, d'autant plus dans un travail émanant d'un lieu – l'université – en soi représentatif du pouvoir – au moins symbolique. Pour reprendre une métaphore spatiale et communément utilisée pour qualifier le passage vers les territoires urbains altérisés, le passage du périphérique est un passage qui contraint à être d'un côté *ou* de l'autre ; la binarité est difficile à rompre, du point de vue de l'analyse ou de la recherche

L'enquête inscrite en sciences de l'information et de la communication doit donc, à la fois, organiser les comparaisons spatiales et temporelles et s'efforcer de tenir ensemble les analyses des formes et des normes, celles de leurs dynamiques symboliques et celles d'une extrême vigilance politique et critique afin de ne pas redoubler les effets d'assignation. Sous ce point de vue, parler des « émeutes de 2005 », comme nous le fîmes dans un article de 2007, témoigne d'une réflexivité qui aurait pu être plus marquée pour éviter l'effet de stigmatisation déjà très présent dans la majorité des discours médiatiques, sociaux et politiques.

L'enquête communicationnelle doit donc s'attacher à faire émerger la complexité et l'hétérogénéité sémiotique de ces territoires et les systèmes de valeurs qui s'imposent à eux ou en émergent. Travailler le relationnel, à nouveau, mais en faisant d'un territoire un objet dynamique, qui s'actualise dans les moments successifs de l'enquête. Dans le travail sur les définitions politiques du territoire, il peut donc être utile de comprendre, dans le temps long, comment s'articulent les savoirs, dans des rapports de pouvoir dissymétriques, dont les médias reprennent, de façon souvent assez peu distanciée, les axiologies.

Bibliographie

ECO, Umberto (1985), *Lector in fabula*, Paris, Grasset.

FOUCAULT, Michel (1975), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

GARCIN-MARROU, Isabelle (2010), « Les émeutes de 2005 dans les discours de presse américains et français. Mémoires et diversité des regards médiatiques », in Thiéblemont Sylvie, Koukoutsaki-Monnier Angeliki, *Médias, dispositifs, médiations*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 121-140.

GARCIN-MARROU, Isabelle (2007), « Des "jeunes" et des "banlieues" entre compréhension et relégation. Les émeutes de novembre 2005 dans la presse écrite », *Espaces et sociétés*, n° 128-129, p. 23-37.

GARCIN-MARROU, Isabelle (2004), « L'injonction faite au politique : figures et rôle du traitement de l'insécurité par la presse écrite française » *Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique – Réseaux*, n° 97/98/99, p. 57-68.

GREIMAS, Algirdas Julien (1983), *Du Sens II*, Paris, Éditions du Seuil.

PERALVA Angelina, MACÉ, Éric (2002), *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française.